



<b>COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE</b>
<b>Trente-septième session</b>
<b>Rome, 17-22 octobre 2011</b>
<b>DISCOURS DE M. J. DIOUF, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO</b>

*Monsieur le Président et Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du Comité,  
Madame la Présidente Michelle Bachelet,  
Monsieur le Président du Conseil,  
Monsieur le Président du FIDA,  
Madame la Directrice exécutive du PAM,  
Monsieur Swaminathan, Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau,  
Mesdames et Messieurs les membres du Groupe consultatif,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Avant toute chose, je tiens à vous remercier pour votre participation à cette trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Votre présence ici, de plus en plus nombreuse, témoigne de l'importance que vous attachez au travail de ce Comité revitalisé.

Le CSA plus ouvert, plus interactif et plus axé sur les résultats qui a vu le jour après la réforme de 2009 est à l'œuvre depuis maintenant deux ans; de plus en plus, il s'impose comme un point de référence pour la convergence des politiques et une plateforme facilitant la coordination des services d'experts et des mesures prises en matière de lutte contre la faim dans le monde. La légitimité politique du CSA, qui procède de la pluralité des acteurs le composent, ne cesse de croître; et sa capacité à prendre des décisions éclairées se voit renforcée par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le Comité doit aujourd'hui se montrer à la hauteur des nombreux défis, actuels et émergents, qui pèsent sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.

De maigres progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim dans le monde, avec un nombre total de personnes sous-alimentées estimé à 925 millions, ce qui se traduit par un taux de prévalence de la faim de 16 pour cent dans les pays en développement. Des problèmes structurels continuent de sous-tendre la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté à grande échelle, dont les premières victimes sont les plus démunis et les pays pauvres. Outre la faim chronique, 32 pays sont en proie à de graves crises alimentaires appelant une aide urgente.

La famine qui sévit actuellement dans la corne de l'Afrique est particulièrement préoccupante; en Somalie, notamment, quatre millions de personnes attendent une aide alimentaire.

Les crises économique et alimentaire de ces dernières années mettent gravement en péril les efforts que nous déployons en vue d'atteindre les objectifs de réduction de la faim convenus au niveau international. Le spectre d'une crise économique et financière touchant la majeure partie du monde industrialisé risque de compromettre l'intensification de la lutte contre la faim, pourtant tellement nécessaire. À l'ère de la mondialisation, une crise économique touchant une partie du monde se répercute à l'ensemble de la planète par le biais des liens commerciaux, financiers et d'assistance.

La volatilité des prix des denrées alimentaires menace le droit fondamental de tout être humain à une nourriture suffisante. Des prix élevés et instables non seulement aggravent, mais enracinent la pauvreté et l'insécurité alimentaire; les conséquences sont particulièrement dramatiques pour les populations les plus démunies (en particulier les pauvres des zones urbaines et les sans-terres), qui consacrent parfois jusqu'à 75 pour cent de leurs revenus à la nourriture. Les prix élevés érodent leur pouvoir d'achat, et même des épisodes temporaires de sous-alimentation peuvent causer des dégâts irréversibles. Le capital physique et humain se dégrade, les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé diminuent, et le piège de la pauvreté se resserre.

La volatilité des prix plonge les petits producteurs vivriers dans l'incertitude et les empêche de réaliser les investissements indispensables à l'accroissement de leur production, qui leur permettrait d'être moins vulnérables. Au niveau national, la facture des importations alimentaires, de plus en plus élevée et imprévisible, menace les réserves de change, déstabilise les budgets de développement et ralentit la croissance.

De bonnes politiques sont essentielles. Pour lutter contre la volatilité des prix, il est indispensable d'investir dans la croissance de la productivité agricole et la résilience. Accroître l'investissement public et privé dans l'agriculture, en donnant priorité aux initiatives favorables aux petits exploitants (qui sont les premiers producteurs de denrées alimentaires dans de nombreux pays en développement), reste une absolue nécessité pour renforcer la résistance de l'agriculture aux chocs et améliorer la sécurité alimentaire à long terme.

Les règles commerciales en vigueur, qui ont été mises en place à une époque où les cours des denrées alimentaires étaient stables et modérés, n'offrent que peu de protection contre la flambée et l'instabilité des prix, et peuvent même les accentuer.

Les politiques en matière de biocarburants renforcent les liens existant entre les marchés de l'énergie et les marchés alimentaires, rendant ces derniers plus instables; et l'intérêt accru des investisseurs pour les marchés à terme agricoles peut également attiser la volatilité des prix à court terme.

Excellences, Mesdames et Messieurs, au lendemain de la crise mondiale de la sécurité alimentaire de 2006-2008, l'analyse des politiques adoptées telle qu'elle apparaît dans « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde » (SOFI) nous offre de précieux enseignements.

L'un d'entre eux, et non des moindres, est que cette crise n'a pas touché l'ensemble de la planète de manière égale. Les plus grands pays, forts d'une économie et de budgets plus solides, ont été capables de se protéger de la volatilité des cours internationaux des denrées alimentaires et de ses effets néfastes sur les groupes vulnérables en mettant en place des programmes de protection sociale. En revanche, les petits pays importateurs de produits alimentaires, notamment en Afrique, dont l'économie est précaire et qui ne disposent que de maigres budgets, ont été incapables de protéger leurs marchés nationaux des flambées de prix et leurs populations vulnérables des effets dévastateurs de ces flambées. Le SOFI montre que, pour le premier groupe de pays, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation est resté pratiquement inchangé, alors que pour le second, il a accusé une forte hausse.

Un autre enseignement essentiel est que l'envolée des prix observée en 2006-2008, ainsi que certains de ses effets sur la faim, auraient pu être dans une large mesure évités si un mécanisme efficace de coordination des politiques et de partage de l'information avait été mis en place. L'instabilité a été accentuée par un manque d'informations fiables sur la situation mondiale de l'offre et de la demande. Les flambées des prix de 2008 et 2010 ont mis au jour une série de lacunes dans les systèmes d'information sur les marchés, la transparence de ces informations, ainsi que la coordination des actions et des politiques mises en œuvre. Au niveau mondial, aucun mécanisme efficace n'existe pour repérer les dysfonctionnements des marchés alimentaires. Il en résulte une absence de synergies entre information, signaux d'alerte et intervention politique coordonnée.

Parallèlement, en raison de ce manque de coordination des politiques mises en place pour faire face à la crise, les mesures qui ont permis de protéger l'économie de certains pays de la hausse des prix ont également exacerbé l'instabilité sur d'autres marchés, aggravant encore la situation pour certains.

Une plus grande transparence des marchés est essentielle. C'est la raison pour laquelle la création du Système d'information sur les marchés agricoles, recommandée par le rapport inter-organisations pour le G20, revêt une importance cruciale. Ce système, qui fera partie des sujets abordés au cours de la réunion, permet de pallier ces lacunes en matière d'information et de coordination. Une meilleure information sur les marchés mondiaux et une plus grande transparence atténueront les effets des flambées des prix induites par des réactions de panique, et permettront aux responsables politiques de prendre des décisions en toute connaissance de cause. Le lancement du Forum pour une intervention rapide constitue un grand pas vers le renforcement de notre capacité à réagir de manière coordonnée aux crises des prix des denrées alimentaires. Le Forum vise à promouvoir l'échange précoce d'informations clés relatives aux mesures de prévention et de gestion des crises entre les responsables politiques, et à permettre à ces derniers de débattre de ces mesures.

Le CSA, en tant que principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte traitant de la sécurité alimentaire et de la nutrition, a un rôle fondamental à jouer en réunissant les pays et les acteurs concernés afin qu'ils puissent discuter et convenir des grandes décisions politiques à prendre. Une étroite collaboration dans le cadre du Forum pour une intervention rapide encouragera la mise en œuvre de politiques efficaces et efficientes, et permettra d'éviter les choix politiques préjudiciables.

Excellences, Mesdames et Messieurs, Chers amis, on ne saurait trop insister sur ce besoin de cohérence des politiques et des actions mises en œuvre par un vaste éventail d'acteurs s'efforçant d'améliorer la sécurité alimentaire. C'est bien là l'objectif fondamental du CSA. Toutefois, nous savons tous à quel point il est difficile et contraignant, dans les faits, d'atteindre une véritable cohérence. Tous les acteurs concernés devront dépasser leurs objectifs et programmes individuels pour que des progrès puissent être réalisés sur des questions essentielles.

La cohérence nécessite que l'on s'attaque au problème de la fragmentation des responsabilités en matière de sécurité alimentaire entre les différents acteurs à tous les niveaux – national, régional et mondial – au moyen d'une information transparente, d'un dialogue ouvert et de véritables négociations.

Il est rassurant de constater que ces grands défis politiques seront abordés au cours de vos délibérations cette semaine, et qu'ils occupent une place prépondérante à l'ordre du jour du G20 de cette année ainsi que dans les programmes nationaux et internationaux.

Par l'intermédiaire du Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau, mon cher ami le Professeur Swaminathan, qui est parmi nous aujourd'hui, je tiens à remercier et à féliciter tous les membres de ce Comité pour avoir préparé les rapports qui nous seront présentés dans le courant de la journée.

Je suis également très heureux de constater la présence en nombre de représentants du secteur privé, qui nous proposeront un mécanisme permettant de renforcer leur interaction avec le CSA. Il s'agit là d'une avancée significative et bienvenue, étant donné l'importance du secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de valeur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Je me réjouis de les voir rejoindre nos amis des organisations non gouvernementales et de la société civile.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres et délégués, Mesdames et Messieurs, garantir un accès adéquat à l'alimentation et à la nutrition constitue un défi de plus en plus complexe. Les nombreuses et diverses options permettant d'améliorer l'accès aux ressources alimentaires et naturelles doivent être évaluées dans le contexte d'un environnement mondialisé, dans lequel tout se tient. De tels défis ne peuvent plus être gérés par des pays travaillant de manière isolée; une plus grande cohésion entre tous les acteurs concernés est indispensable pour atteindre l'objectif d'un approvisionnement suffisant et stable aux niveaux mondial, régional et national.

Je suis extrêmement heureux des progrès accomplis par le CSA vers la réalisation de son objectif, qui est de « constituer la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité ».

Je tiens à remercier tous ceux qui ont apporté leur pierre à cet édifice. Ma gratitude la plus sincère va aux membres du Bureau du CSA, sous la supervision de son Président M. Noel De Luna, au Groupe consultatif du Bureau, ainsi qu'au Secrétariat conjoint, pour leur dévouement et le travail considérable qu'ils ont accompli.

Je tiens à vous assurer du soutien constant de la FAO au Comité réformé en tant qu'acteur clé de la lutte contre la faim.

Je suis convaincu que le fruit de vos délibérations renforcera et accélérera nos progrès vers un monde libéré de la faim.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès à vos travaux.